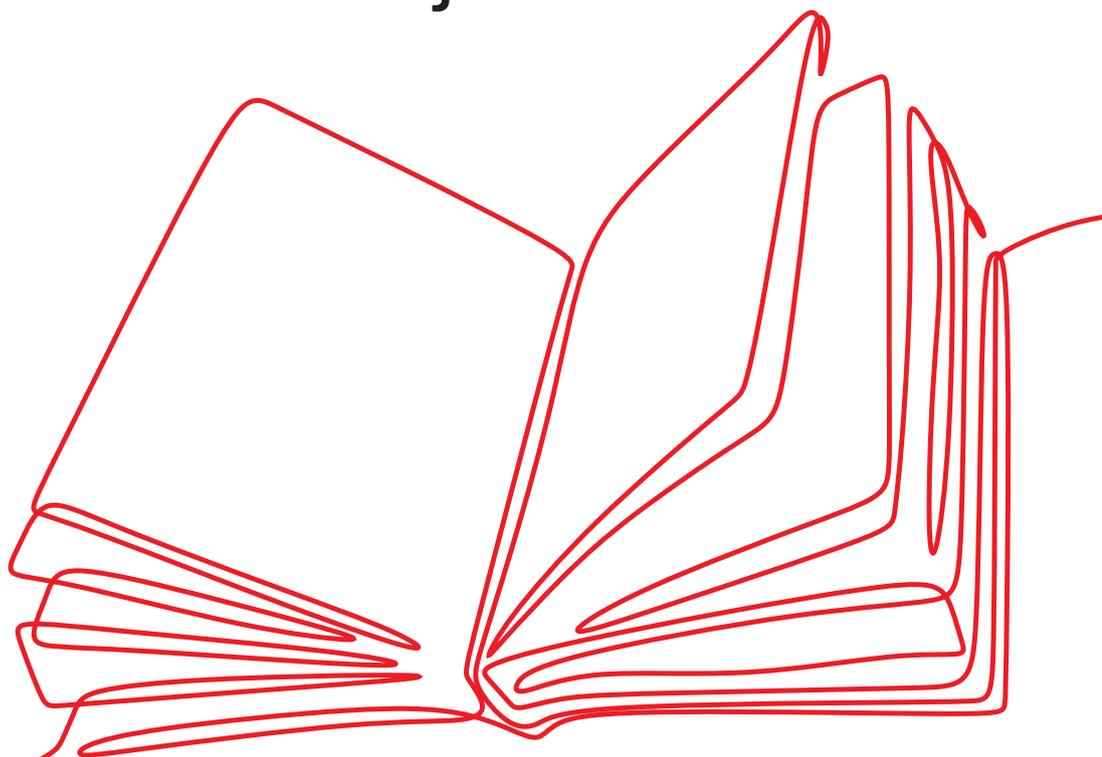


LA CRISE DU CORONAVIRUS

va-t-elle renforcer
le sentiment d'injustice ?



COVID-19 / RELECTURE DE CORPUS : TOUS AUX ARCHIVES !

Malgré une somme considérable d'études qui prévoyaient les conséquences dramatiques d'une pandémie, aucune institution, aucune puissance, aucun État n'a été en mesure d'anticiper les bouleversements dus au Covid-19. Ce qui nous attendait était peut-être trop grand pour être vu, à l'image d'un tableau dont on aurait été trop près.

Multifactorielle, cette crise remet en cause toutes nos certitudes, nos modèles et nos relations. Partout sur la planète, elle nous interroge sur ce que nous voulons pour « l'Après », ce grand flou dans lequel viennent se confondre nos espoirs.

C'est sans doute dans ce type de sentiment d'urgence qu'il devient nécessaire de prendre un pas de recul. Si bien des choses ont changé depuis la propagation d'un virus dans un marché du centre de la Chine, beaucoup avait été pensé, réfléchi et formulé en amont.

Alors qu'on en appelle partout à « l'Après », peut-être devons-nous aussi nous rappeler de « l'Avant ». Sur Millénaire3, un important réservoir de ressources aurait pu rester en sommeil, artificiellement dévalué du fait de l'obligation supposée de tout remettre à plat. Au contraire, nous avons considéré qu'il était temps de nous replonger dans nos précédents travaux, afin d'y trouver de quoi alimenter les réflexions en cours.

C'est dans cette perspective que nous avons élaboré cette série de « relectures de corpus ». Pour chacun de ces travaux, un thème mobilise différents articles de M3, croisés avec des publications externes, afin de vous proposer des clés de compréhension de la situation actuelle.

Santé publique, démocratie, transformations de nos modèles économiques et sociaux, innovations, solidarités informelles, inégalités et sentiments d'injustice, autant de sujets sur lesquels nos contributeurs ont planché, pour vous permettre de découvrir, ou de redécouvrir, toute la richesse des publications prospectives du Grand Lyon.

JUIN 2020
Métropole de Lyon

■ **Commanditaire**

Direction de la prospective et du dialogue public
Nicolas Leprêtre / Eddy Maaroufi / Jean-Loup Molin

■ **Rédaction**

Aurélien Boutaud,
membre du réseau de veille de la DPDP

■ **Réalisation**

Nathalie Joly (DPDP)

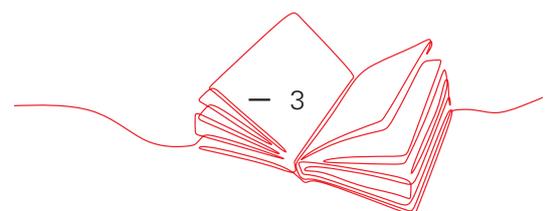
Crédits illustration : AdobeStock

L'année 2019 a été marquée en France par le mouvement social et politique des «Gilets jaunes», que beaucoup d'observateurs ont interprété comme le signe d'une montée en puissance du sentiment d'injustice au sein de la population française. Constatant la multiplication des signes d'insatisfaction qui se manifestent par ailleurs dans l'espace public[1], la Métropole de Lyon s'est interrogée au cours des derniers mois sur les tenants et les aboutissants de ce phénomène complexe qu'est la formation du sentiment d'injustice.

Brutalement relégué au second plan par l'arrivée du coronavirus et la situation d'urgence sanitaire qui en a découlé, le sentiment d'injustice symbolisé par les Gilets jaunes n'a pas pour autant disparu en 2020. Plusieurs signes laissent même penser que le virus pourrait aggraver la situation. Qu'en est-il ?

Dans cet article, nous proposons une relecture de plusieurs travaux publiés sur Millénaire3 à l'aune des enjeux soulevés par la crise sanitaire. Nous reviendrons rapidement sur les mécanismes susceptibles d'expliquer la montée du sentiment d'injustice dans la population française au cours des dernières années. Nous verrons en particulier que ce sentiment s'explique à la fois par des raisons objectives, comme par exemple des cumuls d'inégalités, mais aussi par des raisons plus subjectives, qui ont à voir avec la manière dont on considère les inégalités comme étant plus ou moins légitimes.

À partir de ce constat, les travaux précédents sur les sentiments d'injustice proposent des manières intéressantes d'analyser les conséquences de la crise sanitaire : si la crise a révélé des inégalités tout au long du confinement et après, elle met en exergue la différence d'intensité du choc vécu et les situations de cumul d'inégalités qui peuvent alimenter les sentiments d'injustice. Mais par la même occasion, on constate aussi qu'il pourrait y avoir un changement du regard que nous portons sur les inégalités, qui pourrait impacter notre tolérance à leur égard.



— La montée du sentiment d’injustice en France, un mécanisme complexe

a) Une société de plus en plus éclatée

La montée du sentiment d’injustice s’inscrit dans un contexte social particulier. D’un côté, l’individuation de la société a eu pour conséquence une multiplication des catégories auxquelles chaque personne est susceptible de s’identifier afin de revendiquer une injustice. Aux catégories économiques traditionnelles (pauvres, ouvriers, chômeurs) sont venues s’ajouter d’autres éléments d’identité des individus comme l’âge, la couleur de peau, la croyance religieuse, le genre ou encore le lieu de vie, qui peuvent chacun faire l’objet d’une revendication. La combinaison des profils peut se décliner à l’infini (femme au foyer, personne sans emploi, jeune sans formation, mineur isolé, aidant, périurbain...). Ce phénomène a mené à une multiplication mais aussi un éclatement des revendications, qui peinent bien souvent à s’agrèger, comme l’a montré le mouvement des Gilets jaunes - qui réunit finalement davantage les individus autour de leurs différents sentiments d’injustice que par leurs revendications, potentiellement contradictoires.

On assiste ainsi à une multiplication des clivages qui rend le débat public particulièrement conflictuel, puisque chacun tente d’imposer sa revendication, en considérant souvent qu’elle est plus importante que celle des autres. Comme le note par exemple François Dubet [2], cette concurrence des revendications est renforcée par la mise en place de politiques publiques qui semblent de moins en moins universalistes, et qui tentent tant bien que mal de répondre à ces particularismes. Ce faisant, elles ont bien souvent un effet contre-productif puisque chaque groupe ou individu aura une bonne raison de trouver qu’il est moins bien traité qu’un autre, ou que sa situation est moins considérée par les acteurs publics, ce qui augmentera alors d’autant son sentiment d’injustice. Ivan Sainsaulieu [3] remarque qu’il en va de même des politiques de lutte contre les discriminations ou des pratiques de discrimination positive, qui font parfois naître un sentiment de favoritisme chez ceux qui n’en profitent pas, leur donnant l’impression que l’égalité des chances est rompue.

b) Des inégalités réelles et de leur perception

Une autre difficulté pour analyser la montée du sentiment d’injustice tient au fait que celui-ci s’avère particulièrement difficile à définir. Il fait entrer en compte des variables objectives, comme la réalité des inégalités, et d’autres beaucoup plus subjectives, comme par exemple la perception que l’on peut avoir des inégalités, qui ne correspond pas forcément à la réalité. Le ressenti qu’une situation est juste ou injuste dépend également des référents mobilisés (à qui se compare-t-on ?) ou encore de la définition du juste ou du tolérable (définition qui peut varier dans le temps ou dans l’espace, ou d’un individu à un autre).

Prenons quelques exemples.

Le sentiment que la société est injuste est particulièrement présent en France [4] : près de 80 % des personnes interrogées partagent ce sentiment. Cette proportion tend à croître depuis une vingtaine d’années, alimenté en particulier par le sentiment que les inégalités augmentent – ce dont près de 90 % des Français sont persuadés. Or les inégalités qui insupportent le plus les Français sont celles liées aux revenus... dont les statistiques montrent qu’elles n’augmentent pas. Autrement dit, les Français pensent que les injustices sont plus fortes, en particulier à cause des inégalités de revenus, alors même que ces inégalités de revenus sont globalement stables. Plusieurs phénomènes peuvent expliquer cet écart, et montrent toute la difficulté d’expliquer les sentiments d’injustice.

Premièrement, il se peut que les Français se fassent une fausse idée de la réalité : ils pensent que les inégalités augmentent, alors qu'en réalité elles sont stables.

Il est également possible que les statistiques reflètent mal le vécu des Français. Les données traditionnellement utilisées pour mesurer les inégalités de revenus ignorent par exemple les dépenses contraintes. Or, si on déduit des revenus ces dépenses obligatoires et qu'on prend comme référent le « reste à vivre », non seulement les inégalités deviennent beaucoup plus fortes, mais elles tendent à s'accroître depuis plusieurs décennies, notamment du fait de la hausse continue des dépenses de logement qui pénalise davantage les plus pauvres.

Une troisième explication est encore possible : il se peut que les Français soient moins tolérants à l'égard des inégalités. Ce seuil de tolérance ayant baissé, le même niveau d'inégalité peut alors être vécu comme plus injuste.

Cette troisième hypothèse montre que l'injustice recouvre une dimension culturelle, elle dépend du contrat social qui lie les individus d'une société. Par exemple, la tolérance aux inégalités est plus forte aux USA qu'en France [5], parce qu'elle repose davantage sur l'idée que les inégalités sont le fruit du mérite. Ce qui compte, dans ce cas, c'est l'égalité des chances davantage que l'égalité des places, pour reprendre une formule de François Dubet. Même si cet esprit libéral est moins présent en France, l'argument du mérite participe à rendre les inégalités plus acceptables ici aussi ; or les enquêtes montrent clairement que les Français croient de moins en moins à l'égalité des chances dans le système français [6].

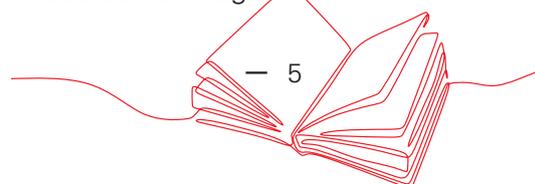
On retiendra de ce panorama la chose suivante : le sentiment d'injustice tient autant à la réalité objective des inégalités qu'aux ressentis que la population en a. Dans les paragraphes qui suivent, nous essaierons de voir en quoi la crise du coronavirus travaille ces deux dimensions du sentiment d'injustice, à la fois objective et subjective.

— En quoi la crise du coronavirus modifie-t-elle les inégalités ?

a) Avec la crise, de nouvelles inégalités

La première raison pour laquelle la crise du coronavirus redessine la carte des injustices est tout simplement parce qu'elle crée et révèle de nouvelles inégalités. La liste est difficile à établir, d'autant que les inégalités durant la période de confinement ne sont pas les mêmes qu'après. Sans être exhaustif, on peut toutefois citer quelques exemples symptomatiques :

- L'âge et l'état de santé : une récente étude [7] montre qu'environ 80 % des personnes décédées du virus ont plus de 70 ans. La mortalité est également trois fois plus élevée chez les personnes obèses. Le diabète et l'asthme apparaissent aussi comme des facteurs de surmortalité importants.
- Le logement : entre ceux qui avaient la chance de disposer d'une grande maison et d'un jardin et ceux qui ont dû rester enfermés dans un appartement de banlieue dégradé et sans accès à l'extérieur, le confinement n'aura pas eu les mêmes conséquences [8].
- Le lieu de vie : les métropoles sont davantage touchées par le virus, et le confinement y a été globalement moins bien vécu qu'en milieu rural, du fait notamment de la moindre présence d'espaces verts et des restrictions plus importantes à leur accès. Le virus a également touché certaines régions plus fortement que d'autres.
- La profession : les activités indispensables au fonctionnement de la société ont dû continuer à fonctionner, entraînant pour les personnels concernés une surexposition au virus et la mise en œuvre de mesures contraignantes.



Dans le même temps, de nombreuses activités ont dû cesser de fonctionner normalement, générant d'autres inégalités entre ceux qui ont pu travailler malgré tout (en télétravail notamment) et ceux qui ont été obligés de cesser toute activité au point de voir leur survie économique menacée (secteurs de la restauration, du tourisme, de la culture, etc.).

- La poursuite de la scolarité a été organisée tant bien que mal, mais les cours à distance ont renforcé les disparités entre élèves, dans des contextes familiaux plus ou moins favorables –selon le bagage culturel des parents, la disponibilité plus ou moins grande de ces derniers, etc. Le ministère en charge de l'éducation note par exemple que 4 à 10 % des élèves ont disparu des radars durant la période de confinement [9].
- L'accès au numérique s'est révélé plus indispensable que jamais, créant là encore des inégalités [10] entre ceux, par exemple, qui disposent d'un ordinateur pour leurs enfants et ceux dont la progéniture a dû suivre les cours sur un smartphone avec un accès au réseau dégradé.
- La cellule familiale s'est également avérée un facteur de discrimination ou de tension : le fait d'avoir des enfants ou pas, d'être seul ou en couple (et dans ce dernier cas d'être bien accompagné ou non, avec par exemple le risque de violences conjugales associé [11]), etc.

b) Le risque du cumul des inégalités

Cette série d'exemples montre que la situation créée par le coronavirus provoque de nouvelles inégalités, qui pourraient bien durer. L'inégalité du choc subi fait naître des sentiments d'injustice, en particulier chez ceux qui sont frappés plus durement, que ce soient certains secteurs (le tourisme, la culture, le loisir) ou certains acteurs (PME, nouveaux entrepreneurs, emplois précaires), parmi lesquels nombreux sont ceux qui pourraient ne pas s'en remettre.

La crise sonne comme un couperet imprévisible et irrémédiable là où d'autres métiers ont pu s'adapter, si bien que le sentiment d'injustice risque de gagner ceux qui auront le plus perdu. Cette impression pourrait être encore aggravée si les soutiens apportés par les acteurs publics devaient favoriser certains au détriment des autres – le secteur du spectacle davantage que celui des boîtes de nuits, pour prendre un exemple caricatural.

En plus de l'intensité du choc subi, un autre facteur d'injustice tient au fait que certaines inégalités créées par la crise peuvent dans certains cas se combiner entre elles et/ou s'ajouter à des inégalités préexistantes. Faute de données statistiques encore suffisamment établies, on ne peut que préfigurer certains de ces cumuls d'inégalités. Plusieurs auteurs ou médias ont ainsi signalé des situations où ces cumuls étaient déjà largement à l'œuvre durant le confinement. Le cas de la Seine-Saint-Denis a par exemple rapidement été signalé, du fait de la surmortalité constatée dans ce département. Au moment où une part importante (près de 20%) de la population parisienne fuyait la capitale [12], une part non moins négligeable des habitants de la Seine-Saint-Denis se retrouvait de son côté en première ligne afin de maintenir les fonctions vitales pour la société – au point que Le Monde titre un article en citant ce témoignage frappant : « tous ceux qui vont au front et se mettent en danger, ce sont les habitants du 93 » [13].

Comme l'ont montré certains articles [14], cette situation s'est avérée propice aux cumuls d'injustices : les plus pauvres, qui vivent dans les logements les moins confortables, ont parfois été contraints de continuer à aller travailler en prenant des transports en commun dont le service était largement dégradé, augmentant ainsi leur exposition au virus tout au long de la journée, et les obligeant parfois à laisser leurs enfants qui ne pouvaient plus aller à l'école se débrouiller au mieux, au risque d'un décrochage accéléré. On imagine aisément, au vu de ce type de

scénario, les effets en cascade possiblement générés par la crise, et le sentiment d'injustice qu'ils peuvent provoquer.

La situation en sortie de crise sanitaire ne s'annonce pas forcément plus favorable puisque, là encore, ce sont bien souvent les plus précaires et les classes moyennes inférieures qui seront les plus exposés aux conséquences de la crise économique [15]. Pour François Dubet, avec ces cumuls de nouvelles inégalités et d'anciennes, il ne fait pas de doute que « la crise exacerbe les comparaisons, les jalousies et les ressentiments à propos de petites inégalités qui cessent d'être insignifiantes et sont mêmes perçues comme vitales » [16].

— Crise du coronavirus : quelle influence sur notre tolérance aux inégalités ?

En plus d'un accroissement possible des inégalités « objectives », il se peut que la crise ait également réduit notre tolérance à leur égard. Plusieurs signes le laissent penser.

a) Hiérarchie économique et sociale : où sont les premiers de cordée ?

Le confinement a remis en cause de manière frontale la hiérarchie sociale et économique de la société de marché. Depuis Léon Walras, l'utilitarisme marchand considère que la valeur d'un produit ou d'un service est déterminée par le prix que les gens sont prêts à payer pour l'obtenir. Dans une société de marché, les rémunérations sont donc en partie fondées sur la capacité des individus à générer de la richesse marchande ; et les inégalités qui en découlent sont légitimées par l'idée que les entrepreneurs les plus dynamiques sont plus utiles à la société : ils créent de la croissance, qui tire ensuite le reste de la société vers le haut – une idée rendue célèbre par Emmanuel Macron dans son discours sur les « premiers de cordée ».

Ce système de pensée a été mis à mal avec la crise, en particulier lors du confinement, puisque seules les professions indispensables au fonctionnement de la société sont alors restées en poste : soignants, livreurs, caissières, éboueurs, professeurs, etc. Or ces professions vitales sont également très souvent mal considérées et peu rémunérées. La part des femmes dans ces professions est souvent importante, ainsi que celle des personnes immigrées ou issues de l'immigration. Jérôme Fourquet et Chloé Morin [17] remarquent également que leur cartographie se superpose en partie à celle des Gilets jaunes. Pour Camille Peugny [18], malgré le manque de considération dont ils sont victimes en temps normal, ce sont ceux qui exercent ces métiers indispensables qui sont les vrais premiers de cordées : « comme en montagne, ils assurent les autres pour leur survie ».

Le risque est bien entendu de voir monter un discours populiste fondé sur une critique indifférenciée des élites. L'opportunité est en revanche que certaines inégalités, que nous acceptions hier, sont sans doute devenues moins tolérables suite à la crise. Dominique Méda [19] pense par exemple que cet événement va nous obliger à « revoir l'échelle de la considération, de la reconnaissance sociale et de la rémunération ».

b) L'égalité des chances mise à mal par le virus ?

Comme nous l'avons évoqué plus haut, le sentiment d'injustice a également une composante culturelle, qui revoie notamment à notre tolérance aux inégalités. Un des fondements de l'acceptation des inégalités est la reconnaissance du mérite ; et le système scolaire joue un rôle fondamental en la matière, puisqu'il est censé permettre à chacun de partir avec les mêmes chances. Or la France se distingue par un système éducatif particulièrement injuste, qui aggrave les inégalités au



lieu de les atténuer [20]. Que ce soit à l'école, au collège, au lycée ou même à l'université, les cours à distance ont eu tendance à accroître encore les écarts entre élèves en fonction de leur origine sociale [21]. En plus de ces inégalités, une prolongation de ce mode de fonctionnement pourrait générer un renforcement du sentiment, déjà très présent parmi les Français, que les chances de réussir dans la vie ne sont pas égales. Si à cause du virus l'inégalité des chances se trouve encore renforcée au départ de la « course à la réussite », l'acceptation des résultats de cette course, c'est-à-dire les inégalités dans la distribution des emplois, risque d'être davantage contestée.

Plus largement, l'origine sociale et familiale fait partie des éléments qui ont probablement renforcé les inégalités durant la crise. Les urbains qui ont une famille ou une maison à la campagne ont par exemple pu s'y rendre lors du confinement. Même si ces inégalités de capital culturel ou social sont généralement un peu plus facilement acceptées, elles pourraient, suite à la crise, devenir une source grandissante de sentiment d'injustice.

— Trouver le juste équilibre : entre raisons d'espérer et inquiétudes légitimes

Inégalités en hausse, tolérance aux inégalités en baisse : la liste que nous avons dressée pourrait laisser penser que la crise du coronavirus se soldera forcément par un accroissement du sentiment d'injustice. Il faut pondérer ce propos.

D'abord parce que cet événement a également permis de faire émerger ou de renforcer de nouvelles formes de solidarité [22], en particulier au niveau local : soutiens entre voisins, aides aux familles de soignants, circuits courts, réaffectation de certains outils de production au service de la lutte contre le virus, etc.

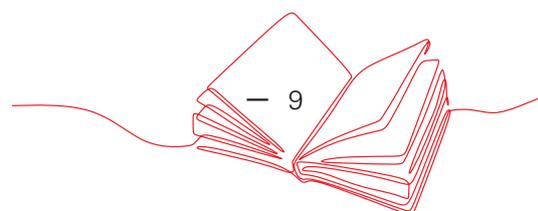
Ensuite parce que l'urgence a relégué au second plan certaines tensions ou revendications « communautaires » au bénéfice d'une union sacrée face à ce qui a pu apparaître comme une cause « supérieure ».

Enfin, l'idée que le monde d'après ne pourra plus être tout à fait le même a semble-t-il progressé au gré de la crise, comme en témoignent certains appels à un monde plus juste et solidaire largement relayés par les médias [23]. De nombreux gouvernements ont à ce propos acté la nécessité d'un changement de paradigme [24] afin de privilégier davantage de solidarité entre les individus, mais aussi entre les communautés et les nations.

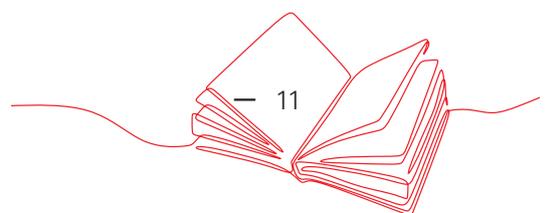
Reste à présent à passer de la parole aux actes. Les décideurs politiques jouent là une part de leur légitimité, déjà largement mise à mal au cours des dernières années. Si leur image a pu brièvement bénéficier de la situation d'urgence, la tendance s'est déjà inversée. En France, près de 60 % de la population se dit d'ores et déjà insatisfaite de la manière dont le gouvernement a géré la crise [25]. Qu'en sera-t-il de l'après-crise, alors que les réseaux sociaux et l'information en continue alimentent sans cesse les motifs d'insatisfaction ? Dans un contexte où l'action publique a toutes les chances de provoquer des frustrations ainsi qu'une mise en concurrence des injustices afin de capter l'argent de la relance, la partie s'annonce pour le moins délicate.

— Sources

- [1] Molin J-L., 2020. Défiance, doléances & conflits - Panorama des articles du quotidien Le Progrès, de juillet 2018 à juillet 2019. DPDP, Métropole de Lyon/voir aussi Leprêtre N., 2020. Transition écologique : « Pourquoi moi ? » - Étude des ressentiments exprimés lors du Grand Débat National de 2019. DPDP, Métropole de Lyon, <https://www.millenaire3.com/dossiers/Sentiments-d-injustice>
- [2] Dubet F., 2019. « Mesurer les sentiments d'inégalités ». Interview par Viévard L., pour Millénaire3, <https://www.millenaire3.com/Interview/Mesurer-les-sentiments-d-inegalites>
- [3] <https://www.millenaire3.com/Interview/Inegalites-sociales-et-sentiments-d-injustice>
- [4] Boutaud A., 2020. Des inégalités à fleur de peau. Analyse des écarts entre données objectives et subjectives en matière d'inégalités. DPDP, Métropole de Lyon, <https://www.millenaire3.com/dossiers/Sentiments-d-injustice>
- [5] Boutaud A., 2020. Des inégalités à fleur de peau. Analyse des écarts entre données objectives et subjectives en matière d'inégalités. DPDP, Métropole de Lyon, <https://www.millenaire3.com/dossiers/Sentiments-d-injustice/Des-inegalites-a-fleur-de-peau>
- [6] Boutaud A., 2020. Des inégalités à fleur de peau. Analyse des écarts entre données objectives et subjectives en matière d'inégalités. DPDP, Métropole de Lyon, <https://www.millenaire3.com/dossiers/Sentiments-d-injustice>
- [7] Santi P., Ducourtieux C., 2020. « Coronavirus : l'âge, principal facteur de risque de mortalité » in Le Monde, 19 mai 2020. https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/05/19/covid-19-l-age-principal-facteur-de-risque-de-mortalite_6040077_1650684.html
- [8] Mollaret O., 2020. « Confinés en banlieue lyonnaise : Ici, on n'a pas de résidence secondaire où aller se réfugier », in Médiacités Lyon, 25 mars 2020, <https://www.mediacites.fr/enquete/lyon/2020/03/25/confines-en-banlieue-lyonnaise-ici-on-na-pas-de-residence-secondaire-ou-se-refugier/>
- [9] Bancaud D., 2020. « Déconfinement : les élèves au bord du décrochage vont-ils revenir en classe ? » in 20 minutes, 11 mai 2020, <https://www.20minutes.fr/societe/2776735-20200511-deconfinement-eleves-bord-decrochage-scolaire-vont-revenir-classe>
- [10] Melki C., 2020. « Quand la fracture numérique rend le confinement insupportable », in Ouest France, 22 avril 2020, <https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/confinement/quand-la-fracture-numerique-rend-le-confinement-insupportable-6815224>
- [11] The Guardian, 2020. « Confinement : l'augmentation des violences domestiques s'observe partout dans le monde », in Courrier international, 28 mars 2020, <https://www.courrierinternational.com/article/societe-confinement-laugmentation-des-violences-domestiques-sobserve-partout-dans-le-monde>
- [12] LeGuellec G., 2020. « 17% des parisiens ont fui la capitale à cause du Covid-19. Voici ce que cela dit d'eux » in L'Obs, 28 mars 2020, <https://www.nouvelobs.com/confinement/20200327.OBS26656/17-des-parisiens-ont-fui-la-capitale-a-cause-du-covid-voici-ce-que-cela-dit-d-eux.html>
- [13] Couvelaire L., 2020. « L'inquiétante surmortalité en Seine-Saint-Denis : 'Tous ceux qui vont au front et se mettent en danger, ce sont les habitants du 93' », in Le Monde, 4 avril 2020, https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/04/04/coronavirus-la-seine-saint-denis-confrontee-a-une-inquietante-surmortalite_6035555_3244.html
- [14] Lambert A., 2020. « Avec le coronavirus et le confinement, le scandale des inégalités sociales éclate », in Huffington Post, 19 mars 2020, https://www.huffingtonpost.fr/entry/avec-le-coronavirus-et-le-confinement-le-scandale-des-inegalites-sociales-eclate_fr_5e735534c5b63c3b648b2938
- [15] La rédaction, 2020. « Crise du coronavirus. De nouveaux pauvres partout en Europe. » in Ouest France, 20 mai 2020, <https://www.ouest-france.fr/europe/crise-du-coronavirus-de-nouveaux-pauvres-partout-en-europe-6840975>



- [16] Dubet F., 2020. « Coronavirus : le confinement accroît la violence des petites inégalités », in Le Monde, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/25/francois-dubet-le-confinement-du-au-coronavirus-accroit-la-violence-des-petites-inegalites_6034440_3232.html
- [17] Fourquet J., Morin C., 2020. « Aides-soignants, caissiers, camionneurs... Les gilets jaunes sont devenus les premiers de tranché » in Le Figaro, 9 avril 2020, <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/aides-soignants-caissiers-camionneurs-les-gilets-jaunes-sont-devenus-les-premiers-de-tranchee-20200409>
- [18] Peugny C., 2020. « Cette crise rend visibles ceux qui sont d'ordinaire invisibles », Interview par Breton L., in Libération, 24 mars 2020, https://www.liberation.fr/france/2020/03/24/cette-crise-rend-visibles-ceux-qui-sont-d-ordinaire-invisibles_
- [19] Méda D., 2020. « Il faut revoir l'échelle de reconnaissance sociale et de la rémunération des métiers », interview par Pétillon C., in France Culture, le 28 mars 2020, https://www.franceculture.fr/economie/dominique-meda-il-faut-revoir-lechelle-de-la-reconnaissance-sociale-et-de-la-remuneration-des?fbclid=IwAR2OIkPAaMJxeFrrnfAwmjk5xwVod_ubCYrr9jknJsJCNpNeAYUPdNUP3jk
- [20] Boutaud A., 2020. Des inégalités à fleur de peau. Analyse des écarts entre données objectives et subjectives en matière d'inégalités. DPDP, Métropole de Lyon, <https://www.millenaire3.com/dossiers/Sentiments-d-injustice/Des-inegalites-a-fleur-de-peau>
- [21] Darmon C., 2020. « Inégalités scolaires : des risques du confinement sur les plus vulnérables », in The Conversation, 31 mars 2020, <https://theconversation.com/inegalites-scolaires-des-risques-du-confinement-sur-les-plus-vulnerables-135115>
- [22] La rédaction, 2020. « Coronavirus : la solidarité des Français » reportage sur France 2, journal de 13 heures, le 23 mars 2020, https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-la-solidarite-des-francais_3881187.html
- [23] Collectif, 2020. « Coronavirus : il est temps de rebâtir un contrat social et fiscal plus juste » in Le Monde, 8 avril 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/08/coronavirus-il-est-temps-de-rebatir-un-contrat-social-et-fiscal-plus-juste_6035905_3232.html
Collectif, 2020. « Plus jamais ça ! Les responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales appellent à préparer le jour d'après » in France Info, 27 mars 2020, https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/tribune-plus-jamais-ca-18responsables-d-organisations-syndicales-associatives-et-environnementales-appellent-a-preparer-le-jour-dapres_3886345.html
- [24] On peut à titre d'exemple rappeler les propos d'Emmanuel Macron lors de son discours du 12 mars 2020 : « il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies » (Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur la pandémie de Covid-19, à Paris, le 12 mars 2019. <https://www.vie-publique.fr/discours/273869-emmanuel-macron-12032020-coronavirus>)
- [25] Goar M., 2020. « Coronavirus : la défiance et la colère envers la gestion du gouvernement s'installent », in Le Monde, 21 avril 2020, https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/04/21/coronavirus-la-defiance-et-la-colere-envers-la-gestion-du-gouvernement-s-installent_6037262_823448.html



WWW.

**RETROUVEZ
TOUTES LES ÉTUDES SUR**

MILLENAIRES.

COM

MÉTROPOLE DE LYON
DIRECTION DE LA PROSPECTIVE
ET DU DIALOGUE PUBLIC
20 RUE DU LAC - 69399 LYON CEDEX 03